

LA HAINE DOIT ÊTRE BATTUE !!!

Édito...

Les rassemblements et manifestations qui ont marqué le 1er mai revêtent un caractère tout particulier après le 1er tour de l'élection présidentielle.

Si les trahisons de Hollande et de ses serviteurs sont les principaux initiateurs des dérives Lepeniste, il n'en demeure pas moins que la CGT, ses militant(e)s, adhérent(e)s et sympathisant(e)s se doivent de tout faire pour battre l'extrême droite. Ce n'est pas le programme de Macron qui attire les suffrages des salariés, car tout le contenu de ses orientations est au seul service de la finance et des puissances économiques internationales.

Nous n'avons assurément rien de bon à attendre de ce côté-là. Plus que jamais la mobilisation et le renforcement de la CGT doit être mis à l'ordre du jour de toute la CGT.

Du plus grand syndicat CGT d'entreprise à la plus petite section syndicale tout doit être dirigé pour que le triptyque « syndicalisation, revendications, élections » soit le leitmotiv mobilisateur de toutes nos forces syndicales.

NON le FN n'est pas un parti comme les autres, il nous faut combattre cette vision qui milite à faire passer la pilule de l'inacceptable.

Jamais la CGT ne s'acoquinera avec les thèses de l'extrême droite, nous nous devons de les combattre, y compris dans les urnes.

Il faut tout faire pour que le score du F.Haine soit le plus bas possible, cela renforcera nos exigences revendicatives et notre engagement de solidarité et de fraternité.

Quant on se revendique de la CGT, nul ne peut rester spectateur de la triste situation politique de ce 2ème tour de la présidentielle.

Plus que jamais, nous nous devons de porter haut et fort nos exigences revendicatives et sociales.

Soyons nous même, affichons nos valeurs humanistes.

Le Secrétariat de l'UD CGT 51



**L'EXTREME DROITE
EST UN POISON**

**LA SOLIDARITE
EST L'ANTIDOTE**

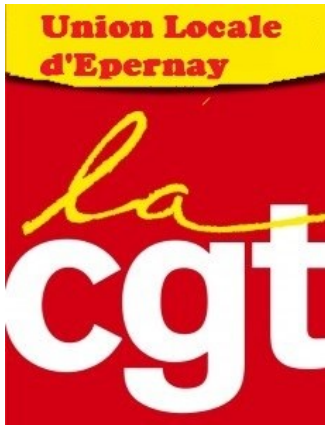
DÉPOSÉ LE 28 AVRIL 2017

P
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Sommaire

- Page 1 : édit
- Page 2 :
 - Congrès de l'Union Locale d'Épernay
 - Première réunion du collectif « discrimination »
- Page 3 :
 - Hôpital en danger
 - Réduire les inégalités d'accès aux soins
- Page 4 : Lutt

Congrès de l'Union Locale d'Épernay



L'Union Locale d'Épernay a tenu son congrès le jeudi 06 avril 2017 en présence de 60 délégué(e)s. Ils ont débattu et acté par leurs différents votes les orientations de la structure locale. Une direction de 16 membres a été élue à l'unanimité.

A l'issue de ce congrès ont été élus 4 secrétaires dont la Secrétaire Générale reconduite dans sa responsabilité.

Première réunion du collectif « discrimination »

Les militant(e)s syndicaux, et particulièrement les militant(e)s syndicaux CGT sont victimes depuis fort longtemps et régulièrement de la part des gouvernements et du Medef, de répressions de toutes sortes et de toutes formes.

Ces dernières années, (notamment l'année 2016 suite aux manifestations contre la loi Travail), les gouvernements et le Medef ont largement abusé de leur autorité pour bafouer les droits historiques de notre démocratie en criminalisant leur action syndicale, allant même jusqu'à les qualifier de « terroristes » (cf. interview Le Monde P. Gattaz, mai 2016).

Nous avons toutes et tous en mémoire la répression subie par nos camarades de Roanne, PSA, Air France, Good Year. Malheureusement, la liste est bien plus longue et couvre tout le territoire, voire au-delà.

Le plus grave, c'est que la CGT et ses militant(e)s ne sont pas seulement attaqué(e)s par les « puissants », mais également par d'autres militant(e)s d'autres syndicats, pire, par d'autres militant(e)s de la CGT.

L'entrisme, la calomnie, l'agression verbale, voire physique et le recours à la justice sont les moyens utilisés par ces « militant(e)s » pour obtenir reconnaissance, revanche ou profit personnel, souvent les trois à la fois.

Dans nos bases, de plus en plus de militant(e)s CGT sont confronté(e)s à cette violence, née de l'individualisme et des populismes grandissants. Les préjudices moraux et physiques qui en découlent existent.

Ces situations doivent être dénoncées car intolérables.

Ainsi, l'UD CGT Marne a décidé de mener une enquête sur le département marnais afin de recenser toutes les formes de harcèlement dont sont victimes les militant(e)s CGT de la part d'autres militant(e)s CGT ou non et dans quel cadre elles s'expriment.



Le but de cette enquête est de faire connaître la situation des militants à la Confédération, de sortir de la banalisation, d'être entendu(e), écouté(e) et soutenu(e) par le collectif « Discrimination et Violences faites aux militants CGT » de l'U.D. Marne.

Le questionnaire en annexe, basé sur celui élaboré par la confédération, permettra à chacune et chacun d'entre nous, sinon de dévoiler des situations difficiles à vivre, au moins de s'exprimer sur ses conditions d'exercice de ses droits syndicaux.

« Une injustice faite à un seul est une menace faite à tous ». Montesquieu, Pensées diverses (1717-1755)

Contact :

Union Départementale de la Marne : ud51@cgt.fr

Hôpital en danger



Sauvons la santé, c'est toute la démarche de l'USD santé Marnaise et l'UL de Vitry le François qui se sont associés samedi 22 avril 2017 pour défendre le droit fondamental et irréfutable d'avoir un hôpital avec une chirurgie pour la population de cette partie du département.

Plusieurs centaines de citoyens se sont rassemblés et ont manifesté à l'appel de la seule CGT, à la Place d'Armes où plusieurs discours et témoignages ont été prononcés.

Une manifestation s'est ensuite rendue à la Mairie, où le Maire a refusé de recevoir une délégation de sa localité. Il est vrai que ce personnage également conseiller départemental a déjà accompagné la fermeture de la maternité.

D'autres initiatives et manifestations seront réalisées pour doter les populations mises en danger, d'un secteur public de santé rénové, performant, avec des moyens humains en nombre suffisant pour satisfaire les besoins de cette région gravement touchée par la casse industrielle et la politique austéraitre.

Réduire les inégalités d'accès aux soins



Le 6 septembre 2016, l'institut IPSOS publiait une étude commandée par le Secours Populaire. Elle faisait état d'une montée importante de la pauvreté. Les conséquences directes les plus visibles étaient marquées par le renoncement à se soigner.

Selon Richard Beninger, Secrétaire Général du Secours Populaire :

«la moitié des personnes à revenu modeste renonce à des lunettes, à des soins dentaires, à consulter des spécialistes».

A cela s'ajoute une inflation des nouveaux traitements, en particulier les anticancéreux. Cela représente un vrai danger à terme pour garantir l'égalité d'accès aux soins notamment si la sécurité sociale décide de ne plus prendre en charge l'intégralité de ces traitements.

L'accès aux soins est aussi menacé par un renforcement des inégalités territoriales. Dans une autre étude publiée récemment on constate qu'entre 2012 et 2016 l'accès

géographique aux médecins généralistes (moins de 30 minutes du domicile) s'est dégradé pour plus d'un quart de la population.

Pire encore, l'accès aux spécialistes a diminué. 38 % de baisse pour les ophtalmologistes, 40 % pour les pédiatres, et jusqu'à 59 % pour les gynécologues.

L'offre de soins libérale est principalement insuffisante dans les zones rurales et montagneuses. Mais à ces déserts médicaux il faut rajouter les déserts médicaux des villes, qui eux sont d'un autre ordre. En effet, si on cherche à se soigner sans dépassement d'honoraires, c'est plus de 8 Français sur 10 qui n'ont pas suffisamment d'ophtalmologistes ou de gynécologues autour de leur domicile. L'offre de soins dans les hôpitaux n'est pas mieux lotie avec le renforcement de l'ambulatoire et la multiplication de fermeture d'établissements de proximité...

Pour appréhender tous ces enjeux, Indecosa a organisé une journée d'étude le 20 avril 2017 en y associant des professionnels de santé, des élus, des associations et des usagers, afin de partager et d'élaborer ensemble des propositions alternatives à la dégradation de l'offre de soins.

Cher(e)s Camarades,

Pour alimenter au mieux votre journal mensuel, nous vous sollicitons pour nous faire parvenir vos articles sur vos luttes, vos revendications... pour partager l'information à l'ensemble des organisations CGT marnaises.



Luttes

Poreaux - Menuiserie Lapeyre de Châlons

les personnels ont massivement manifesté leur mécontentement sur les NAO et ont débrayé pendant 2 jours pour la réouverture de négociation.

Affaire à suivre...

NAO à la verrerie Owen Illinois

La CGT a obtenu

- ✍ + 1,2 % au 1er mars en augmentation générale des salaires
- ✍ + augmentation de la prime de nuit de 100 € à 120 €
- ✍ + augmentation de la prime annuelle de 110 € soit 3 200 €
- ✍ + augmentation de la prime de 2 x 8 de 73 € à 80 € pour cette année et à 90 € pour 2018.

Boulangerie de l'Europe

Notre camarade Garry MOUSEL, DS CGT a été convoqué mercredi 29 mars 2017 à un entretien avant sanction pouvant conduire au licenciement sans qu'aucun motif ne soit indiqué.

Il est clair que la Direction, en brandissant la menace d'un éventuel licenciement, veut faire pression sur le syndicat CGT afin, aussi, d'intimider l'ensemble des travailleurs de l'entreprise.

Les travailleurs ont montré leur soutien à Garry en signant massivement une pétition et sont prêts à se mobiliser si la direction persiste dans sa volonté de s'en prendre à notre camarade.

EDF

Le syndicat a organisé plusieurs initiatives revendicatives et a participé à des blocages ciblés de sites stratégiques de l'entreprise énergétique.

ISS hygiène et prévention

Augmentation générale des salaires (non cadres) de 1 % au 1er avril + 0,5 % au 1er septembre. De plus il n'y aura aucun salaire inférieur à 1 600 € brut.

Stradis (chimie de Reims)

La Direction de l'entreprise ne donnera aucune augmentation de salaire car elle estime que la revendication de la CGT (+ 3 %) et en contradiction avec celle de l'entreprise (+ 0,5 %). La réaction de la CGT est un appel à des débrayages pour obtenir une augmentation générale de 2 % et une prime d'équipe et de panier.

A suivre...

SMURFIT KAPPA BIB Épernay

Les NAO 2017 n'aboutissent à rien !

En effet, la direction refuse d'appliquer aux salarié(e)s du BIB l'augmentation générale du groupe s'il n'y a pas de signature des NAO BIB. Aucune revendication n'a été prise en compte. La CGT avec les salariés ont déclenché un mouvement de grève début avril. Les salariés restent solidaires, et continuent de faire pression avec leurs élus CGT pour que la Direction reprenne les négociations. **A suivre...**